N° 11-002F au catalogue (English 11-002E) ISSN 0380-0563

Infomat

Revue hebdomadaire

STATISTIQUE CANADA
MAR 12 1999
BIBLIOTHÈQUE

Le vendredi 12 mars 1999

APERÇU

- **La hausse des exportations soutient la croissance du PIB**

  Au quatrième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 1,1 %, les exportations de véhicules automobiles ayant bondi de près de 25 %. En 1998, le PIB a augmenté de 3,0 % vu le recul des prix dans l'ensemble de l'économie, la progression du revenu des particuliers et la robuste croissance de l'investissement des entreprises en usines et en matériel.

- **Le déficit du compte courant s'accroît**

  Au quatrième trimestre et pour l'ensemble de 1998, les Canadiens ont continué de dépenser davantage à l'étranger qu'ils n'ont tiré de revenus de l'étranger sous forme de biens, de services, de revenus de placements et de transferts.

- **Premier déclin des livraisons de bois d'œuvre en sept ans**

  En 1998, les livraisons de bois d'œuvre des scieries canadiennes ont diminué pour la première fois en sept ans. La Colombie-Britannique a été la province la plus durement touchée par cette baisse.

- **Le Canada reçoit un nombre record de visiteurs**

  Dans la foulée de la vigueur du tourisme américain, un nombre record de plus de 8 millions de visiteurs internationaux ont séjourné une nuit ou plus au pays de juillet à septembre 1998.

- **Arts d'interprétation : moins d'assistance, plus de recettes**

  Les recettes gagnées par l'ensemble des compagnies d'arts d'interprétation se sont accrues entre 1994-1995 et 1996-1997, malgré la baisse d'assistance à des spectacles observée au cours de la même période.

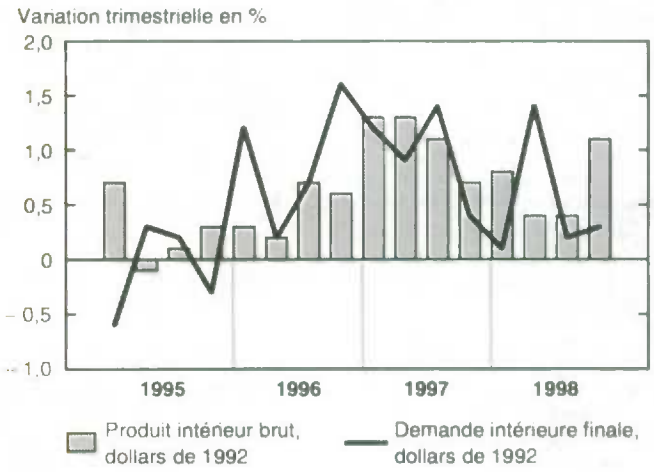
La hausse des exportations soutient la croissance du PIB

Le produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 1,1 % au quatrième trimestre de 1998, ce qui représente plus de deux fois le taux observé lors des deux trimestres précédents. En 1998, le PIB a augmenté de 3,0 % vu le recul des prix dans l'ensemble de l'économie, la progression du revenu des particuliers et la robuste croissance de l'investissement des entreprises en usines et en matériel.

En décembre, le PIB a enregistré une progression de 0,4 %. Cette vigueur de l'économie au cours des derniers mois de 1998 est en partie attribuable aux reprises qui ont suivi des grèves. La production manufacturière a augmenté de 0,9 % en décembre, prenant de l'expansion pour un quatrième mois de suite. Tout comme au cours des derniers mois, ce sont les secteurs ayant une forte orientation vers les marchés des États-Unis qui ont déclaré les hausses les plus importantes.

Le niveau global des prix (pour l'ensemble de l'économie), mesuré par l'indice de prix en chaîne du PIB, a fléchi de 0,1 % l'an dernier et de 0,4 % au quatrième trimestre. Il s'agit d'une première baisse annuelle depuis des dizaines d'années. La faiblesse de la

Produit intérieur brut et demande intérieure finale



(suite à la page 2)

Available also on the StatCan INTERNET and the INTRANET mirror site /
Disponible aussi sur le site INTERNET et INTRANET (réplique) de StatCan

... La hausse des exportations soutient la croissance du PIB

demande internationale a réduit le prix d'un grand nombre de produits primaires en 1998. Le prix du pétrole brut a chuté de 27,4 %, surtout en raison d'une offre excédentaire sur les marchés mondiaux. Le prix des métaux non ferreux a diminué de 13,4 % et celui du bois, de 15,0 %. Le prix des produits agricoles, notamment des céréales et du porc, a aussi régressé de façon importante. En revanche, les prix à l'importation ont été assez fermes (+ 3,8 %) en 1998, principalement à cause du taux de change. Cette situation a entraîné une hausse de 1,2 % de l'indice de prix en chaîne de la demande intérieure finale en 1998.

L'accélération de la production au quatrième trimestre est largement attribuable au secteur automobile et traduit non seulement une reprise après les conflits de travail de l'été dernier, mais aussi un effort pour regarnir les stocks au Canada et aux États-Unis. En réponse à la demande américaine, les exportations canadiennes de véhicules automobiles ont bondi de près de 25 %. On a également observé une hausse marquée des exportations de produits de l'agriculture et de la pêche (+ 5,5 %), de produits forestiers (+ 4,4 %) et de services commerciaux (+ 2,7 %).

Les détaillants et les grossistes ont reconstitué leurs stocks au quatrième trimestre, après une baisse appréciable de ces derniers au troisième trimestre. Le revirement des stocks commerciaux non agricoles a ajouté plus de 6 milliards de dollars au PIB. Les stocks de véhicules automobiles représentent une part importante de cette hausse, la poussée des importations et de la production intérieure ayant contribué à neutraliser le recul du trimestre précédent. Les grossistes ont également accru leurs stocks, surtout ceux en biens durables. Les fabricants, toutefois, les ont liquidés; la réduction des stocks de biens durables de 1,7 milliard de dollars a été en partie compensée par une plus faible accumulation des biens non durables.

Après trois trimestres de baisse, l'investissement en construction résidentielle s'est accru de 0,6 %. Des progressions appréciables dans la construction résidentielle neuve (+ 3,3 %) et les rénovations (+ 1,5 %) ont été en partie contrebalancées par le repli sur le marché de la revente de logements existants. L'activité dans la construction résidentielle neuve a augmenté en parallèle avec la progression des mises en chantier en zone urbaine. La hausse des mises en chantier s'est révélée importante au quatrième trimestre, notamment en Ontario, où la croissance trimestrielle a atteint près de 20 %. En tout, le nombre de mises en chantier est quelque peu inférieur à son sommet d'environ 128 000 unités enregistré au premier trimestre (au taux annuel).

Produit intérieur brut aux prix de 1992[1]

	Variation en %	Variation annualisée en %	Variation d'une année à l'autre en %
Premier trimestre de 1998	0,8	3,2	3,9
Deuxième trimestre de 1998	0,4	1,5	3,0
Troisième trimestre de 1998	0,4	1,7	2,3
Quatrième trimestre de 1998	1,1	4,6	2,8
1998	3,0	...	3,0

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.
... N'ayant pas lieu de figurer.

La croissance de l'investissement des entreprises en usines et en matériel s'est accentuée au quatrième trimestre, augmentant de 1,9 %. Parallèlement, les emprunts des sociétés se sont accrus, ce qui s'est traduit par une demande plus élevée de fonds sur les marchés financiers. La progression de l'investissement est surtout attribuable aux ordinateurs et autre matériel de bureau (+ 5,0 %), dont la croissance au quatrième trimestre fait suite à des hausses encore plus importantes plus tôt cette année. L'investissement en matériel de transport autre que les véhicules automobiles a grimpé de 9,0 %, dépassant même les taux de croissance vigoureuse des deux trimestres précédents. L'investissement en ouvrages non résidentiels a baissé légèrement de 0,2 % au quatrième trimestre. L'an dernier, l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en équipement a connu un essor de 6,7 %. La construction de bâtiments a progressé de 5,2 %, tandis que les ouvrages de génie ont beaucoup ralenti (+ 0,2 %) après les résultats exceptionnels en 1997 dans le secteur du pétrole et du gaz naturel. En 1998, l'investissement en usines et en matériel s'est fortement accru de 9,8 % durant l'année, dominée par les ordinateurs et autre matériel de bureau, catégorie en hausse de presque 30 %. On a noté aussi des augmentations de taille de l'investissement en équipement de télécommunications (+ 22,0 %).

Après avoir diminué pendant trois trimestres d'affilée, les bénéfices des sociétés ont repris leur croissance au dernier trimestre de l'année. La branche des véhicules automobiles, des pièces et des accessoires a contribué à la hausse, les revenus ayant été stimulés par une demande accrue à l'exportation. Cependant, la faiblesse des prix des produits primaires s'est répercutée sur les bénéfices des sociétés en 1998, en particulier sur ceux des sociétés du secteur primaire. Les bénéfices se sont ainsi effondrés dans les branches du pétrole et du gaz naturel, de la sidérurgie et des produits connexes ainsi que de la première transformation des métaux. Au total, les bénéfices ont reculé de 5,3 % en 1998, malgré les bons résultats en fin d'année. Dans les services de transport, les bénéfices annuels ont été touchés par des conflits de travail, une grève dans le transport aérien à la mi-année et les programmes de promotion subséquents ayant nui aux revenus des sociétés. Le secteur automobile a aussi été touché par des arrêts de travail à la suite de grèves aux États-Unis.

Le revenu personnel s'est raffermi au quatrième trimestre (+ 0,9 %), les salaires et traitements ayant gagné le terrain perdu à la suite des conflits de travail du troisième trimestre. La rémunération des salariés s'est accrue dans un grand nombre de branches d'activité, notamment dans la fabrication, la construction et les services commerciaux. La croissance des dépenses de consommation a ralenti pour s'établir à 0,2 %, poursuivant la décélération observée au troisième trimestre. Les dépenses en biens durables ont plafonné, surtout à cause de la baisse des dépenses en véhicules automobiles neufs. Les consommateurs ont également moins dépensé pour les boissons alcoolisées, l'électricité, les vêtements et les chaussures. Les achats de services de consommation ont augmenté de 0,6 %; en particulier, le transport aérien a connu une forte hausse après la grève du troisième trimestre. La croissance du revenu personnel et le ralentissement des dépenses personnelles ont fait grimper le taux d'épargne à 0,8 % au quatrième trimestre.

En 1998, le revenu personnel a augmenté de 3,8 %, un des meilleurs résultats annuels depuis le début de la décennie, à l'exception d'une hausse de 4,0 % en 1995. L'augmentation est surtout attribuable au revenu du travail, mais on observe aussi une progression notable du revenu net des entreprises individuelles

(suite à la page 3)

... La hausse des exportations soutient la croissance du PIB

(+ 6,5 %). Les intérêts, les dividendes et les revenus divers de placements se sont raffermis tout au long de l'année et se sont ainsi accrus de 3,4 %. La progression des impôts sur le revenu et des autres transferts aux administrations (+ 5,8 %) a dépassé celle du revenu personnel, de sorte que le revenu disponible a augmenté moins rapidement (+ 3,1 %). Les dépenses de consommation ont augmenté de 4,0 % en termes nominaux, faisant tomber le taux d'épargne à 1,2 % pour l'année.

Données stockées dans CANSIM : matrices 701 à 726, 728 à 735, 737 à 744, 748 à 750, 796, 797, 4677 à 4681, 6520 à 6585 et 6597 à 6624.

Le numéro du quatrième trimestre de 1998 des ***Comptes économiques et financiers nationaux, estimations trimestrielles*** *(13-001-XPB, 44 $ / 145 $) présente les données détaillées. Pour plus d'information sur les autres produits et services offerts, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3810 (courriel : iea-crd@statcan.ca). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses. Pour plus de renseignements sur les chiffres mensuels du PIB, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145 (courriel : evanric@statcan.ca), Division des mesures et de l'analyse des industries. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)*

Le déficit du compte courant s'accroît

Au quatrième trimestre, le déficit du compte courant du Canada s'est accru de 0,6 milliard de dollars, pour s'établir à 5,2 milliards de dollars. Depuis le deuxième trimestre de 1997, le niveau du déficit oscille autour de 4,5 milliards de dollars. Pour l'ensemble de 1998, les Canadiens ont continué de dépenser davantage à l'étranger qu'ils n'ont tiré de revenus de l'étranger, de sorte que le déficit s'est établi à 18,4 milliards de dollars, augmentant de 5,6 milliards par rapport au déficit de 12,8 milliards de dollars enregistré en 1997. Cela a porté le compte courant à une valeur plus habituelle à la suite de l'excédent exceptionnel de 4,5 milliards de dollars obtenu en 1996.

Le plus grand déficit observé en 1998 s'explique en grande partie par la baisse de l'excédent en ce qui a trait aux biens. Un autre facteur tient au fait que la hausse des importations a été supérieure à celle des exportations. Dans une moindre mesure, la hausse des paiements d'intérêt sur les titres des sociétés libellés en devises étrangères a aussi joué un rôle. Au chapitre des biens, l'excédent de 19,4 milliards de dollars obtenu en 1998 était inférieur à celui de 24,3 milliards de dollars enregistré en 1997 et représentait moins de la moitié du sommet de tous les temps de 41,9 milliards de dollars atteint il y a deux ans. La réduction de la balance du commerce des biens témoigne du fait que, pour la première fois, le Canada n'a pas enregistré d'excédent au chapitre des produits industriels de base; à cela est venu s'ajouter un déficit plus élevé pour divers produits de consommation. Situation plus positive, l'excédent sur 10 ans pour ce qui est des produits automobiles s'est accru considérablement, et ce malgré les arrêts de production durant l'été.

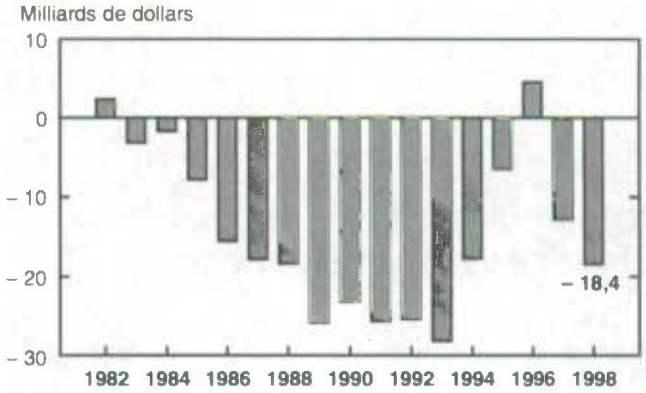
L'an dernier, les négociants canadiens ont accru leur excédent avec les États-Unis et réduit leur déficit avec le Royaume-Uni, mais ils ont essuyé un déficit beaucoup plus élevé avec les pays non membres de l'OCDE. Ils ont vu également disparaître l'excédent annuel avec le Japon.

Le déficit relatif aux revenus de placement s'est élevé à 30,2 milliards de dollars et s'est ainsi rapproché du sommet atteint en 1995. Cette hausse est imputable principalement aux paiements d'intérêt records versés sur les titres de sociétés détenus par les non-résidents. Ces titres étant pour la plupart libellés en devises étrangères, la dévaluation du dollar canadien en 1998 n'a fait qu'augmenter le montant des paiements. Le déficit au chapitre des paiements d'intérêt a atteint à lui seul 28 milliards de dollars. Des bénéfices légèrement moindres réalisés sur les investissements directs des Canadiens à l'étranger ont également contribué à l'accroissement du déficit quant aux revenus de placement en 1998.

Note aux lecteurs

Le compte courant constitue la mesure la plus large de la performance commerciale du Canada à l'étranger et de ses transactions financières avec le reste du monde. Un déficit au compte courant signifie que les Canadiens effectuent plus de dépenses à l'étranger qu'ils ne tirent de revenus de l'étranger sous forme de biens, de services, de revenus de placements et de transferts. Les transactions du compte financier sont présentées sur une base nette. Par exemple, les avances sur les prêts sont mis sur une base nette face aux remboursements de ces prêts. Les chiffres présentés ici sont désaisonnalisés.

Solde annuel du compte courant



Pour ce qui est des opérations portant sur des services, le déficit global a légèrement diminué l'an dernier, pour se fixer à 8,4 milliards de dollars. Cette baisse s'explique par la réduction substantielle des paiements nets au compte des voyages internationaux. Le déficit au compte des voyages internationaux a ainsi fléchi de presque de moitié pour descendre à 1,9 milliard de dollars, son plus bas niveau depuis 1987. Encore une fois, cette réduction du déficit reflète en partie les fluctuations de la valeur relative du dollar canadien. Les Américains ont augmenté de 25 % leurs dépenses touristiques au Canada, alors que les Canadiens ont réduit les leurs de 3 % aux États-Unis. La baisse du dollar canadien n'a cependant pas empêché les Canadiens de

(suite à la page 4)

... Le déficit du compte courant s'accroît

dépenser davantage dans les pays autres que les États-Unis, ni encouragé les visiteurs étrangers à dépenser davantage au Canada, ces dépenses ayant diminué pour une deuxième année consécutive. La réduction du déficit au chapitre des voyages a suffi à compenser l'accroissement des déficits dans les services de transport et les services commerciaux. En outre, on a enregistré une diminution des excédents pour ce qui est des services informatiques, des services d'information et des services techniques.

Au compte capital et financier, les Canadiens ont investi une somme record de 22 milliards de dollars dans les titres étrangers (titres libellés en devises étrangères) en 1998. Les achats d'actions étrangères ont totalisé 14,9 milliards de dollars en 1998; il s'agit du deuxième investissement le plus élevé jamais réalisé, après le sommet de 16,6 milliards de dollars atteint en 1996. Les actions américaines ont représenté les deux tiers des achats. Pour une quatrième année d'affilée, les investisseurs canadiens ont accru leurs avoirs en obligations étrangères; les investissements records de 7,1 milliards de dollars en 1998 ont été surtout dirigés dans des obligations émises par des sociétés américaines et le gouvernement américain.

Les entreprises canadiennes ont investi 39,8 milliards de dollars à l'étranger en 1998, somme qui représente le double de l'ancien sommet atteint en 1997. Les investissements records de l'an dernier ont été en grande partie le résultat des acquisitions faites aux États-Unis, principalement dans le secteur de la technologie de pointe.

De leur côté, les sociétés étrangères ont porté leurs investissements directs au Canada à un niveau record en 1998. Cela tient en grande partie aux acquisitions d'entreprises canadiennes, principalement par des investisseurs américains. L'entrée de quelque 23 milliards de dollars au Canada en 1998 représente une hausse de 10 milliards de dollars par rapport au sommet précédent, atteint en 1995. Bien qu'importante, cette somme n'équivaut toutefois qu'à un peu plus de la moitié des investissements directs des Canadiens à l'étranger.

Parallèlement, les investisseurs étrangers ont placé beaucoup d'argent dans les sociétés canadiennes, achetant pour 24,2 milliards de dollars d'actions et d'obligations canadiennes ainsi que d'instruments du marché monétaire canadien. La hausse de la somme investie dans des obligations est entièrement le résultat des nouvelles émissions des sociétés sur les marchés étrangers. Les non-résidents ont par contre écoulé des obligations du gouvernement, cette tendance étant en accord avec la réduction de la demande de fonds par les gouvernements au Canada. Les investissements en actions canadiennes proviennent entièrement des nouvelles actions de trésorerie, qui s'inscrivent dans les investissements directs de deux grandes entreprises américaines. En fait, si l'on exclut ces émissions à des fins spéciales, les investisseurs étrangers se sont départis de certains de leurs titres en 1998, après avoir fait des investissements considérables en 1996 et 1997.

L'avoir de réserve du Canada a fortement fluctué au cours de l'année, sous l'effet des fortes pressions à la baisse exercées sur le dollar canadien. Les réserves internationales officielles du Canada se sont accrues de 7,4 milliards de dollars, une hausse comparable à l'importante augmentation de 1996. La hausse des emprunts du gouvernement fédéral sur les marchés étrangers a financé cette augmentation de l'avoir de réserve, comme ce fut le cas en 1996. Cette hausse a été affectée surtout à des dépôts et à des titres en devises étrangères.

Données stockées dans CANSIM : matrices 2325 à 2327, 2355, 2360 à 2377 et 3183.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Patrick O'Hagan au (613) 951-1798, Division de la balance des paiements et des flux financiers.

Premier déclin des livraisons de bois d'œuvre en sept ans

Malgré une production plus forte en décembre, les scieries et ateliers de rabotage ont livré moins de bois d'œuvre l'an dernier, en baisse de 2,0 % par rapport à 1997. Trois facteurs ont contribué à ce déclin : une baisse des mises en chantier au Canada, la détérioration de la demande pour le bois d'œuvre canadien en Asie et des restrictions à l'exportation résultant de l'Accord Canada–États-Unis sur le bois d'œuvre résineux.

Au cours de 1998, les prix du bois d'œuvre sont demeurés plus faibles que le prix de référence stipulé dans l'Accord Canada–États-Unis sur le bois d'œuvre résineux, déclenchant ainsi l'attribution d'exportations additionnelles en prime sur le marché américain. Cependant, cela n'a pas été suffisant pour atténuer l'effet négatif de la situation en Asie. Selon les données du commerce international, les scieries canadiennes ont livré 12,1 % de leurs exportations au Japon en 1998, comparativement à 17,5 % l'année précédente.

La baisse des livraisons a plus durement touché la Colombie-Britannique, qui assure près de la moitié (45 %) des livraisons de bois d'œuvre du pays. Les livraisons ont diminué de 5,2 % dans l'ensemble de la province et de 17,5 % dans la région du littoral de la Colombie-Britannique, qui effectue un cinquième des livraisons de toute la province. À l'opposé, le Québec, qui a enregistré le deuxième plus important volume de livraisons de bois d'œuvre en 1998 (25 % des livraisons totales), a livré le même volume de bois d'œuvre qu'en 1997.

Dans un contexte moins favorable à l'augmentation des prix du bois d'œuvre, plusieurs usines de la Colombie-Britannique ont cessé leurs opérations en 1998. De plus, les hausses des droits de coupe des dernières années ont commencé à peser plus lourdement sur la structure des coûts des entreprises. Ainsi, au printemps de

(suite à la page 5)

Note aux lecteurs

L'expression « bois d'œuvre » désigne tous les produits de première transformation du bois fabriqués par les scieries à partir de billes de bois, tels les montants pour charpente (par exemple les 2 sur 4) et les copeaux de bois. Ces produits font ensuite l'objet d'une deuxième transformation d'où sont dérivés des produits tels que les panneaux de particules et de contreplaqué ainsi que les fermes utilisées dans le secteur de la construction.

... Premier déclin des livraisons de bois d'œuvre en sept ans

1998, le gouvernement de la Colombie-Britannique annonçait une réduction des droits de coupe de l'ordre de 16 % afin d'alléger le fardeau des entreprises forestières.

Les livraisons de certains autres produits de bois ont également subi un recul l'année dernière. Ainsi, le volume des livraisons de contreplaqué de construction a diminué de 2,9 % et les exportations ont régressé de 14,2 %. Il s'agit d'un autre coup dur pour la Colombie-Britannique, qui a produit environ 80 % du contreplaqué de construction en 1998. En décembre, les fabricants canadiens de contreplaqué ont produit 1,8 % moins de contreplaqué de construction par rapport à décembre 1997.

En revanche, le volume des livraisons de panneaux gaufrés et de lamelles orientées a augmenté de 10,2 % l'an dernier en raison d'une hausse soutenue de 14,4 % des exportations, surtout vers les États-Unis. Comme la majorité de ces produits sont fabriqués dans l'est du pays, les livraisons ont été moins affectées par la crise en Asie. La bonne performance du secteur américain de la construction a même stimulé les livraisons. Ces deux produits ne sont pas soumis aux limites imposées par l'Accord sur le bois d'œuvre résineux.

Livraisons de bois d'œuvre, de contreplaqué et de panneaux gaufrés

	1997	1998	1997 à 1998
	Milliers de mètres cubes		Variation en %
Bois d'œuvre	**65 803**	**64 470**	**– 2,0**
Atlantique	4 023	4 867	21,0
Québec	16 359	16 343	0,0
Ontario	6 980	6 820	– 2,3
Prairies	6 783	6 415	– 5,4
Colombie-Britannique	31 659	30 027	– 5,2
Contreplaqué	**1 815**	**1 763**	**– 2,9**
Panneaux gaufrés	**5 691**	**6 274**	**10,2**

Étant donné la forte demande pour les panneaux gaufrés et les panneaux de lamelles orientées, les prix de ces produits se sont raffermis tout au long de 1998 après avoir touché un creux en 1997. La demande augmentant, la surcapacité de production, qui avait provoqué l'effondrement des prix en 1997, tend à s'atténuer. La hausse des livraisons a également contribué à réduire les stocks de copeaux de bois des scieries de l'est du pays.

Les panneaux gaufrés et de lamelles orientées tendent de plus en plus à remplacer les panneaux de contreplaqué dans la construction. Au début des années 1990, les fabricants ont produit environ la même quantité de panneaux gaufrés et de lamelles orientées que de contreplaqué de construction. Toutefois, en 1998, la production de panneaux gaufrés et de lamelles orientées était trois fois plus importante que celle des panneaux de contreplaqué de construction, autant à cause de leurs propriétés que de leurs prix plus avantageux.

En décembre, la production de panneaux de lamelles orientées s'est élevée de 10,2 % par rapport à décembre 1997, alors que la production de panneaux de fibres a augmenté de 58,0 %. À titre de comparaison, la production de panneaux de particules a chuté de 24,1 % au cours de la même période.

Données stockées dans CANSIM : matrices 31 (séries 2, 3 et 5), 53 et 122 (niveau 1, séries 2 et 8).

Le numéro de décembre 1998 de ***Contreplaqués de construction*** *(35-001-XIB, 5 $ / 47 $) est maintenant en vente. Les numéros de décembre 1998 de* ***Scieries et ateliers de rabotage*** *(35-003-XPB, 12 $ / 114 $) et de* ***Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres*** *(36-003-XPB, 7 $ / 62 $) paraîtront à une date ultérieure. Pour plus de renseignements, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 (courriel : simales@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.*

Le Canada reçoit un nombre record de visiteurs

Au total, un nombre record de 8,3 millions de visiteurs internationaux ont fait des séjours d'une nuit ou plus au Canada au troisième trimestre de 1998, en hausse de 6,1 % par rapport à un an plus tôt. De ce nombre, environ 6,6 millions venaient des États-Unis (+ 10,6 %). Cette hausse marquée des séjours d'une nuit ou plus des Américains compense la baisse de 8,1 % de visiteurs des pays autres que les États-Unis, dont le nombre a chuté à 1,7 million. En particulier, il y a eu moins de visiteurs en provenance de l'Asie (– 17,8 %) et de l'Europe (– 4,5 %), malgré l'appréciation de plusieurs devises européennes par rapport au dollar canadien. Dans le cas des Asiatiques, il s'agit de la sixième baisse trimestrielle d'affilée.

Le nombre de séjours d'une nuit ou plus des Américains au Canada de juillet à septembre 1998 représente le deuxième plus fort niveau enregistré au cours d'un trimestre donné. Le sommet précédent avait été atteint en 1986, l'année de l'Exposition universelle à Vancouver. L'économie florissante des États-Unis, le niveau élevé de confiance des consommateurs américains et la faiblesse du dollar canadien ont été des facteurs clés de la croissance du tourisme en provenance des États-Unis.

Au troisième trimestre, les Américains ont davantage pris l'avion pour se rendre au Canada (+ 8,8 %), le nombre de voyages aériens atteignant 1,3 million. Cela confirme la tendance amorcée lors de la mise en œuvre de l'Accord Ciels ouverts en février 1995. Pour la première fois, le nombre de voyages d'agrément par avion au Canada effectués par des Américains a été supérieur à celui de leurs voyages d'affaires. Le nombre de voyages par automobile au Canada s'est aussi accru, augmentant de 12,4 %, ce qui représente une hausse record depuis 1986.

Presque toutes les régions du Canada ont bénéficié de la hausse du tourisme en provenance des États-Unis au troisième trimestre de 1998. La première destination des Américains a été la Colombie-Britannique (+ 14,7 %). Ces derniers ont toutefois quelque peu délaissé les provinces de l'Atlantique (– 2,0 %). Quant aux visiteurs des pays autres que les États-Unis, notamment ceux du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France, ils ont principalement visité l'Alberta (+ 20,9 %) et la Colombie-Britannique (+ 18,3 %).

En ce qui concerne les dépenses des Américains au pays, elles se sont élevées à plus de 3,1 milliards de dollars au troisième trimestre de 1998, en hausse de 23,5 % par rapport à la même période de 1997. Ils ont dépensé environ 480 $ par voyage

(suite à la page 6)

... Le Canada reçoit un nombre record de visiteurs

(+ 11,7 %). De leur côté, les visiteurs des autres pays que les États-Unis ont dépensé au-delà de 2 milliards de dollars, en baisse de 2,8 % par rapport au troisième trimestre de 1997.

Par ailleurs, les Canadiens ont effectué 4,2 millions de séjours d'une nuit ou plus aux États-Unis, un chiffre inférieur de 17,9 % à celui du troisième trimestre de 1997. Il s'agit du plus faible niveau trimestriel depuis 1986. En plus de la réduction des voyages aux États-Unis et de la conjoncture économique favorable au chapitre de l'emploi et du revenu personnel, des conditions climatiques exceptionnelles et une publicité dynamique ont incité plusieurs Canadiens à prendre leurs vacances au pays cet été. Ainsi, les voyages intérieurs d'une nuit ou plus se sont accrus de 13,3 % par rapport à la même période de l'année précédente. De plus, les Canadiens ont fait un nombre record de 1,0 million de voyages dans des pays autres que les États-Unis (+ 4,1 %), leur préférence allant vers les destinations européennes traditionnelles comme le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.

Pour commander des données de l'Enquête sur les voyages internationaux ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Johanne Plante au (613) 951-1910 (télécopieur : (613) 951-2909; courriel : planjoh@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation.

Arts d'interprétation : moins d'assistance, plus de recettes

Même si l'assistance à des spectacles d'arts d'interprétation a diminué de près de 13 % de 1994-1995 à 1996-1997, les recettes gagnées par l'ensemble des compagnies d'arts d'interprétation se sont accrues de près de 4 % au cours de la même période. L'opéra est la discipline qui a accusé la plus forte baisse d'assistance, tandis que la danse est la seule à avoir affiché une augmentation d'assistance.

Les compagnies d'arts d'interprétation ont déclaré des recettes totales de 418,7 millions de dollars en 1996-1997, en hausse de 2 % par rapport à deux ans auparavant. De cette somme, 48 % proviennent des recettes gagnées lors de la vente de billets, d'abonnements, de concessions et d'autres sources. Par ailleurs, leurs dépenses de fonctionnement se sont élevées à 419,4 millions de dollars, une somme de 2 % supérieure à celle enregistrée en 1994-1995. Ainsi, dans l'ensemble, les compagnies d'arts d'interprétation ont affiché un déficit de fonctionnement de près de 655 000 dollars, les compagnies de musique déclarant le déficit le plus important (1,6 million de dollars), comme ce fut le cas en 1994-1995. Seules les compagnies de théâtre ont enregistré un excédent de fonctionnement, celui-ci s'élevant à 3,3 millions de dollars.

Deuxième source de financement après les recettes gagnées, les subventions publiques ont diminué de près de 7 % par rapport à 1994-1995 pour s'établir à 132,1 millions de dollars. Leur part du budget des arts d'interprétation est passée de 37 % en 1986-1987 à 32 % en 1996-1997. Contrairement à il y a 10 ans, le gouvernement fédéral est maintenant devancé par l'ensemble des gouvernements provinciaux, lesquels ont contribué à 43 % des subventions publiques, par rapport à 40 % pour le gouvernement fédéral. Toutes les disciplines ont connu une baisse au chapitre des subventions publiques, en particulier les compagnies de musique et d'opéra.

Assistance à des spectacles d'arts d'interprétation

	1996-1997	1994-1995 à 1996-1997
	Nombre de personnes	Variation en %
Assistance totale	**13 201 720**	**– 12,8**
Théâtre	7 760 248	– 17,1
Musique	3 446 580	– 5,9
Danse	1 307 153	6,4
Opéra	687 739	– 21,6

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les arts d'interprétation est une enquête biennale qui vise toutes les compagnies professionnelles d'arts d'interprétation sans but lucratif au Canada dans les catégories suivantes : théâtre, musique (instrumentale ou chorale), danse et opéra. L'enquête a recensé 602 compagnies d'arts d'interprétation dont 342 compagnies de théâtre, 145 groupes de musique, 91 compagnies de danse et 24 compagnies d'opéra. Le taux de réponse était de 96 %.

Les variations des estimations présentées ici ont été corrigées pour tenir compte des 124 petites compagnies qui n'ont pas été recensées lors de l'enquête de 1994-1995. Toute comparaison avec des données d'enquêtes antérieures à 1994-1995 serait biaisée sans un traitement préalable des données.

Si les subventions publiques ont fléchi, les dons de source privée, troisième source de recettes en importance, ont pour leur part augmenté de près de 17 % depuis les deux dernières années, se chiffrant à 84,8 millions de dollars en 1996-1997. Les dons des particuliers et les événements spéciaux constituent près de la moitié des fonds de source privée. La contribution du secteur privé s'élevait à environ 20 % des recettes totales en 1996-1997, comparativement à 14 % 10 ans auparavant. Seule la danse a subi une baisse de financement de source privée (– 10,5 %).

Mis à part les compagnies d'arts d'interprétation de la Colombie-Britannique, celles des provinces de l'Ouest ont déclaré un excédent de fonctionnement. En Alberta, cet excédent s'élevait à près de 1,2 million de dollars. Les entreprises d'arts d'interprétation de cette province ont été les seules à avoir déclaré des dons de source privée plus élevés que les subventions publiques. Dans cette province, le soutien du secteur privé atteint près de 30 % des recettes totales.

Au Québec et en Ontario, les compagnies d'arts d'interprétation ont tiré près de 50 % de leurs recettes totales de la vente de billets, de concessions et d'autres sources. Cependant, les compagnies de l'Ontario ont attiré plus de dons de source privée que ne l'ont fait celles du Québec : 22 % (ou 38,5 millions de dollars) des recettes totales comparativement à 11 % (ou 11,7 millions de dollars). Néanmoins, les compagnies de ces deux provinces ont accusé un léger déficit de fonctionnement. En ce qui concerne les

(suite à la page 7)

... Arts d'interprétation : moins d'assistance, plus de recettes

32 compagnies d'arts d'interprétation des provinces de l'Atlantique, elles ont attiré environ 5 % de l'assistance de l'ensemble des compagnies canadiennes, soit près de 675 000 spectateurs, et ont gagné près de 4 % des recettes totales.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Marie Lavallée-Farah au (613) 951-1571 (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : lavamar@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation.

Nouveauté de Statistique Canada

Gestion des déchets : secteurs des administrations publiques et des entreprises 1996

Les données provisoires sur la gestion des déchets pour l'année 1996 sont maintenant disponibles. Ces données proviennent de deux enquêtes sur l'industrie de la gestion des déchets, qui visent les secteurs des administrations publiques et des entreprises privées. Ces enquêtes ont permis de recueillir des renseignements concernant la quantité de déchets éliminés dans les sites d'enfouissement et dans les incinérateurs relevant des administrations publiques et des entreprises. Les données tirées des deux enquêtes ont été réunies afin d'offrir une perspective globale de la gestion des déchets solides municipaux et des déchets de construction et de démolition éliminés.

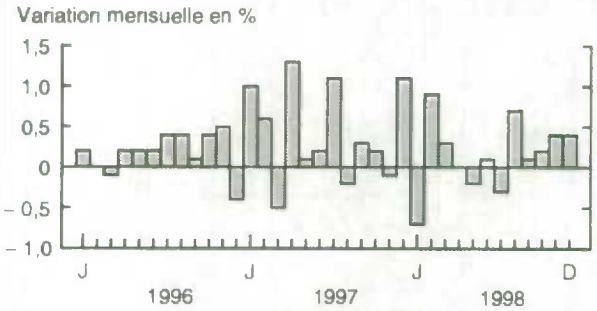
Le secteur des administrations publiques visait les municipalités et autres organisations publiques ayant une population de 4 000 habitants et plus ainsi que les autres autorités qui disposaient d'un centre d'élimination des déchets sur leur territoire. La sélection des entreprises pour le secteur privé s'est effectuée en fonction des niveaux de revenus et de l'effectif ainsi que de la province d'exploitation.

En plus des données financières et relatives à l'emploi, les deux enquêtes ont permis de recueillir des renseignements concernant la préparation des matériaux en vue du recyclage ou de la réutilisation, l'exploitation des installations d'élimination des déchets comme les sites d'enfouissement et les incinérateurs, ainsi que les volumes et les types de déchets dangereux. Ces points figureront dans un rapport final plus détaillé à paraître.

Pour plus de renseignements ou pour obtenir les données provisoires sur la gestion des déchets, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-0297 (télécopieur : (613) 951-0634), Division des comptes et de la statistique de l'environnement.

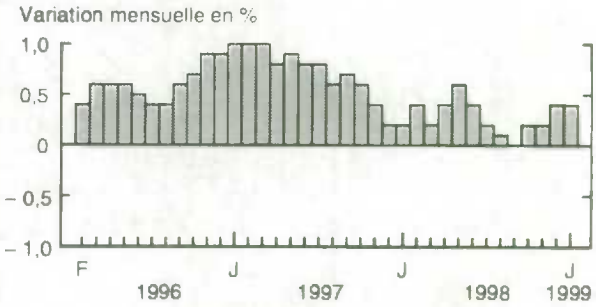
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



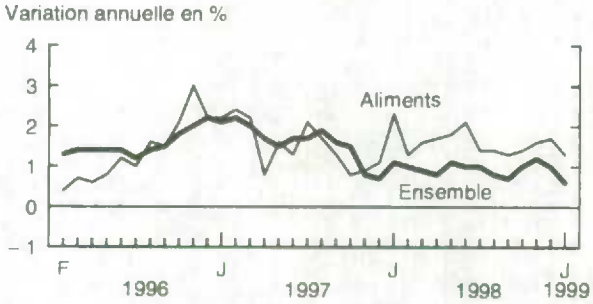
L'activité économique a progressé de 0,4 % en décembre, enregistrant une cinquième hausse mensuelle consécutive depuis l'acalmie survenue en milieu d'année.

Indice composite



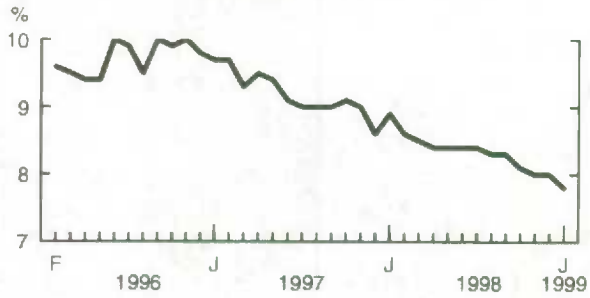
L'indicateur avancé s'est accru de 0,4 % en janvier, un taux égal à la croissance révisée à la hausse de décembre.

Indice des prix à la consommation



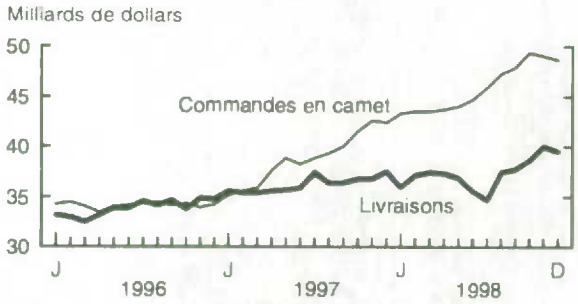
Les consommateurs ont versé 0,6 % de plus pour l'achat de biens et de services en janvier 1999, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,3 %.

Taux de chômage



En janvier, le taux de chômage est tombé à 7,8 %, le taux le plus bas depuis juin 1990.

Fabrication



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 1,4 % en décembre, pour s'établir à 39,5 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a diminué de 0,8 %, pour se fixer à 48,6 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

En décembre, les exportations de marchandises ont faiblement baissé de 0,7 % par rapport à novembre, pour se fixer à 28,3 milliards de dollars. Les importations sont demeurées stables à 26,8 milliards de dollars.

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.*

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars, 1992)	décembre	727,5	0,4 %	2,1 %
Indice composite (1981 = 100)	janvier	210,1	0,4 %	3,8 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4e trim. de 1998	28,7	15,1 %	– 1,0 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4e trim. de 1998*	82,5	0,7 †	– 0,9 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	décembre	20,8	– 0,3 %	0,1 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	décembre	117,7	– 1,3 %	18,6 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier	14,65	0,6 %	3,7 %
Taux de chômage (%)	janvier	7,8	– 0,2 †	– 1,0 †
Taux d'activité (%)	janvier	65,8	0,2 †	0,9 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	novembre	39,2	0,1 %	3,7 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	décembre	608,04	0,1 %	1,2 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	février*	148	0,7 %	8,8 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	28,3	– 0,7 %	6,9 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	26,8	0,0 %	7,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	décembre	1,5	– 0,3	0,0
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	décembre	39,5	1,4 %	5,3 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	décembre	39,1	1,1 %	4,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	décembre	48,6	– 0,8 %	14,7 %
Ratio des stocks aux livraisons	décembre	1,26	– 0,03	– 0,02
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	janvier	108,9	0,2 %	0,6 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	janvier	119,2	– 0,3 %	– 0,3 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	janvier	103,5	3,8 %	– 9,9 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	janvier*	100,3	0,0 %	0,5 %

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*
** Nouveau cette semaine.*
† Points de pourcentage.

Infomat
Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada. Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088; prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 $; version sur Internet, 3 $. Abonnement annuel : version imprimée, 145 $; version sur Internet, 109 $. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010278952

Publications parues du 4 au 10 mai

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement — Canada ($ CAN)	À l'extérieur du Canada ($ US)
AGRICULTURE				
Régions rurales et petites villes du Canada : À quelle distance se trouve le plus proche médecin?, vol. 1, nº 5	1993	21-006-XIF	gratuit	gratuit
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE				
Juristat : drogues illicites et criminalité au Canada, vol. 19, nº 1	1997			
Internet		85-002-XIF	8 / 70	8 / 70
Papier		85-002-XPF	10 / 93	10 / 93
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par marchandise	décembre 1998			
Microfiche		65-004-XMB	37 / 361	37 / 361
Papier		65-004-XPB	78 / 773	78 / 773
Importations par pays	1998			
Microfiche		65-006-XMB	62 / 206	62 / 206
Papier		65-006-XPB	124 / 412	124 / 412
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Lampes électriques (ampoules et tubes)	janvier 1999	43-009-XIB	5 / 47	5 / 47
Livraisons des produits de meubles de bureau	2e moitié de 1998	35-006SXPB	14 / 28	14 / 28
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	janvier 1999	41-011-XIB	5 / 47	5 / 47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	janvier 1999	46-002-XIB	5 / 47	5 / 47
STATISTIQUE DU COMMERCE				
Commerce de détail	décembre 1998	63-005-XPB	21 / 206	21 / 206
TRANSPORTS				
Bulletin de service — Transports terrestre et maritime, vol. 15, nº 2		50-002-XIB	10 / 62	10 / 62

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version papier; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**
Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.